

Mutations, ambitions et limites de la culture stratégique russe contemporaine



Pavel BAEV

Juin 2020

L'Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d'information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'Ifri est une association reconnue d'utilité publique (loi de 1901). Il n'est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

L'Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l'échelle internationale.

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de l'auteur.

Note réalisée dans le cadre de l'« Observatoire Russie, Caucase et Europe orientale », avec le soutien de la Direction générale des relations internationales et de la stratégie (DGRIS), ministère des Armées.

ISBN : 979-10-373-0191-8

© Tous droits réservés, Ifri, 2020

Couverture : © Kremlin.ru

Comment citer cette publication :

Pavel Baev, « Mutations, ambitions et limites de la culture stratégique russe contemporaine », *Russie.Nei.Visions*, n° 118, Ifri, juin 2020.

Ifri

27 rue de la Procession 75740 Paris Cedex 15–FRANCE

Tel. : +33 (0)1 40 61 60 00–Fax : +33 (0)1 40 61 60 60

Email : accueil@ifri.org

Site internet : Ifri.org

Russie.Nei.Visions

Russie.Nei.Visions est une collection numérique consacrée à la Russie et aux nouveaux États indépendants (Biélorussie, Ukraine, Moldavie, Arménie, Géorgie, Azerbaïdjan, Kazakhstan, Ouzbékistan, Turkménistan, Tadjikistan et Kirghizstan). Rédigés par des experts reconnus, ces articles *policy oriented* abordent aussi bien les questions stratégiques que politiques et économiques.

Auteur

Pavel Baev est professeur à l'Institut de recherche sur la paix d'Oslo (Peace Research Institute Oslo, PRIO). Il est également chercheur senior indépendant à la Brookings Institution (Washington, DC) et chercheur associé à l'Institut français des relations internationales (Ifri, Paris). Diplômé de l'université de Moscou (maîtrise de géographie politique, 1979), il a travaillé dans un institut de recherche du ministère de la Défense de l'URSS, avant d'obtenir un doctorat en relations internationales à l'Institut d'études des États-Unis et du Canada (Académie des sciences de l'URSS) puis de travailler à l'Institut de l'Europe, à Moscou.

Il a rejoint le PRIO en octobre 1992. De 1995 à 2001, il a été rédacteur en chef de la revue trimestrielle de l'Institut, *Security Dialogue*, et membre du comité de direction de 1998 à 2004. Il est membre du réseau de chercheurs PONARS Eurasia, basé à l'université George Washington. Ses recherches portent sur les dimensions énergétique et sécuritaire des relations Russie-Europe, les relations sino-russes, la politique arctique de la Russie, la transformation militaire russe et la gestion du conflit postsoviétique dans le Caucase et la zone de la Caspienne. Il écrit une chronique hebdomadaire dans le *Eurasia Daily Monitor* de la Jamestown Foundation.

Résumé

Malgré le raidissement idéologique d'un régime qui prend un tour de plus en plus conservateur, la culture stratégique de la Russie connaît une évolution rapide. Certes, le conservatisme des dirigeants les conduit à envisager la nouvelle confrontation entre la Russie et l'Occident comme un retour au modèle de la guerre froide, alors même que les paramètres géographiques et le rapport des forces ont profondément changé depuis cette époque. Toutefois, la réalité des engagements de Moscou dans des conflits armés et les progrès technologiques dans le domaine militaire transforment de manière significative la culture stratégique russe, devenue nettement plus souple que par le passé.

Les forces armées russes sont directement exposées aux nouveaux défis que pose l'apparition de champs de bataille méconnus et de menaces sans précédent. Malgré son attachement à une vision et à des valeurs conservatrices, le commandement militaire est contraint de s'adapter et de réformer la culture stratégique du pays. On retrouve désormais, au sein de l'état-major et des autres structures de commandement, de nombreux combattants ayant acquis une expérience directe du terrain, en particulier lors de l'intervention en Syrie. La transformation de la culture stratégique commencée par l'élite militaire bute néanmoins sur la nécessité d'accroître significativement les ressources allouées aux forces armées pour que la Russie puisse résister, et même l'emporter, dans sa confrontation avec l'Occident. Or, du fait de la stagnation économique que connaît le pays, les ressources tendent à se réduire, un phénomène encore aggravé par la corruption endémique.

Sommaire

INTRODUCTION	5
LES NOUVEAUX PARAMÈTRES DE L'ÉCART ENTRE LES AMBITIONS ET LES MOYENS.....	7
Une renucléarisation ambivalente	7
L'expansion du domaine cyber	9
Le non-pivot vers la Chine	10
Une culture de la corruption	13
LES MUTATIONS DES « GARDIENS DU TEMPLE » EN RÉFORMATEURS DE LA CULTURE STRATÉGIQUE.....	15
L'inhabituelle unité du haut commandement.....	15
La débâcle ukrainienne	17
Les influences syriennes	18
Le cas particulier de la Marine.....	20
CONCLUSION	22

Introduction

Au milieu de la décennie 2010, Moscou a réservé à l'Occident trois surprises stratégiques de premier plan : l'opération des forces spéciales qui a abouti à l'annexion de la Crimée ; l'intervention militaire aérienne en Syrie ; et la tentative d'ingérence informationnelle dans l'élection présidentielle américaine de 2016. Depuis, la Russie a adopté un comportement plus prudent, mais elle a tout de même su créer de nouvelles surprises, en déjouant par exemple les tentatives américaines de faire annuler l'accord sur la livraison des systèmes de défense antimissile S-400 russes à la Turquie, ou en refusant tout compromis qui aurait permis de sauver le Traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire (FNI). Il n'est pas certain que la Russie maintienne son approche relativement prudente dans les années 2020. La capacité russe à produire des surprises stratégiques reste intacte. L'Occident ne doit plus se contenter d'y répondre par des contre-mesures *ad hoc*. Anticiper la prochaine action de la Russie se révèle cependant difficile. Un régime autoritaire mature qui lutte pour sa survie, dans un contexte de stagnation économique prolongée et de mécontentement public croissant, a tendance à se conduire de façon erratique et à surréagir à des défis inattendus, voir imaginaires.

L'étude de la transformation continue de la culture stratégique russe constitue l'une des pistes pour mieux anticiper les actions de Moscou à venir. Il s'agit de suivre la tradition élaborée par Jack Snyder au début de sa carrière universitaire, puis développée par la suite par Colin Gray, un penseur incontournable des questions géopolitiques¹. Ces chercheurs ont principalement étudié la stratégie nucléaire « du bord de l'abîme » pratiquée par l'Union soviétique dans les années 1970 et dans l'après-guerre froide. Alastair Iain Johnston et Jeffrey Lantis, entre autres, ont proposé des réflexions utiles sur le concept de culture stratégique².

Traduit du russe par Boris Samkov.

1. J. Snyder, « The Soviet Strategic Culture: Implications for Limited Nuclear Operations », RAND Report R-2154-AF, 1977 et C. S. Gray, « Strategic Culture as Context », *Review of International Studies*, janvier 1999, pp. 49-69.

2. A. Iain Johnston, « Thinking About Strategic Culture », *International Security*, printemps 1995, pp. 32-64 ; J. S. Lantis, « Strategic Culture and National Security Policy », *International Studies Review*, automne 2002, pp. 87-113.

La Russie possède des siècles d'expérience en matière d'élaboration et de projection de puissance. Cette riche expérience nourrit les perceptions des élites russes contemporaines dans le domaine de la force militaire. Dès lors, la culture stratégique russe se distingue nettement de celles d'autres pays, y compris de celle de la Chine, qui est principalement influencée par l'idéologie communiste et le modèle soviétique³. La forte propension des dirigeants russes à glorifier le passé et les victoires obtenues réduit leur capacité à tirer les leçons des erreurs commises. Leur volonté de préserver le statut de « grande puissance » obtenu par l'Union soviétique rend la culture stratégique russe conservatrice par nature. Le président Vladimir Poutine embrasse cette tendance conservatrice et s'oppose fermement au libéralisme⁴. Ce conservatisme affirmé s'accorde avec l'interprétation que les responsables russes font de leur nouvelle confrontation avec l'Occident : ils veulent y voir un retour au modèle de la guerre froide, alors même que les paramètres géographiques et le rapport des forces sont profondément différents. Dans le même temps, la réalité des engagements russes dans des conflits armés et l'évolution rapide des technologies suscitent des changements profonds dans la culture stratégique, qui est devenue nettement plus souple que par le passé. Les forces armées sont directement exposées à de nouveaux défis : elles se retrouvent sur des champs de bataille auparavant inconnus et sont confrontées à des menaces sans précédent. Dans ce contexte, le commandement militaire, bien qu'attaché à une vision et à des valeurs conservatrices, est contraint de s'adapter et de réformer la culture stratégique du pays.

Cette analyse ne peut prétendre examiner de manière exhaustive la culture stratégique russe. Elle se concentre sur plusieurs de ses évolutions récentes. L'un des moteurs de ces changements est la contradiction entre l'ampleur des ambitions et les limites des capacités ; un autre est le rôle déterminant du commandement militaire, qui agit à la fois comme gardien et comme réformateur de la culture stratégique.

3. C. A. Ford, « Realpolitik With Chinese Characteristics: Chinese Strategic Culture and the Modern Communist Party-State », in M. Wills, A. J. Tellis, et A. Szalwinski (dir.), *Understanding Strategic Cultures in the Asia-Pacific*, Washington DC, National Bureau of Asian Research, 2016, pp. 29-62.

4. C. Moore, « To Prove Putin Wrong, Liberalism Needs to Rediscover Its Conservative Roots », *The Telegraph*, 12 juillet 2019, disponible sur : www.telegraph.co.uk.

Les nouveaux paramètres de l'écart entre les ambitions et les moyens

La combinaison d'ambitions politiques élevées et de capacités militaires limitées n'est pas une situation nouvelle pour la culture stratégique russe. Dans l'histoire récente, cet écart a eu à deux reprises des conséquences catastrophiques : il a contribué à l'effondrement de l'Empire russe au cours de la dernière phase de la Première Guerre mondiale et à l'éclatement de l'Union soviétique à la fin de la guerre froide. Actuellement, l'instrumentalisation politique de la menace d'utilisation des armes nucléaires, l'exploitation des capacités cyber, le renforcement du partenariat stratégique avec la Chine, ainsi que l'impact de la corruption, donnent à ce décalage un caractère nouveau.

Une renucléarisation ambivalente

La revendication par la Russie du statut de « grande puissance », dans un monde multipolaire marqué par une compétition brutale, ne peut s'appuyer que sur un seul argument : la possession du plus grand arsenal d'armes nucléaires de la planète. La modernisation des armements stratégiques avait déjà été établie comme la première des priorités dans le Programme d'armement d'État (PAE) à l'horizon 2020, approuvé en 2011. En mars 2018, le président Poutine a réaffirmé cette priorité en présentant dans son discours à l'Assemblée fédérale un ensemble de nouveaux systèmes d'armes qui ont été immédiatement incorporés dans le PAE à l'horizon 2027, lequel avait été tardivement approuvé en décembre 2017⁵. Cette démonstration de force a eu un grand retentissement dans les médias. Cependant, le Kremlin doit encore transformer ces armes virtuelles (seules quelques-unes d'entre elles ont effectivement été déployées, et la plupart ne le seront probablement jamais) vantées par sa propagande en atouts de sa politique étrangère.

5. L'auteur propose une analyse en profondeur de cette priorité ici : P. K. Baev, « Russian Nuclear Modernization and Putin's Wonder-Missiles », *Russie.Nei.Visions*, n° 115, Ifri, août 2019, disponible sur : www.ifri.org.

Jusqu'à présent, cette présentation des armes du futur a surtout eu une conséquence désastreuse : l'effondrement du système traditionnel de contrôle des armements. En octobre 2018, le président américain a fait part de son intention de se retirer du traité FNI. Cette décision a été dictée par des violations par la Russie de l'interdiction du déploiement de missiles terrestres ; mais aussi et surtout par le fait que les nouveaux systèmes d'armes russes ont rendu le traité caduc. Dans ce contexte, la prolongation du nouveau traité START (2011), qui doit expirer en février 2021, est également remise en cause. Les discussions américano-russes sur la stabilité stratégique conduites à Genève n'ont pas permis d'avancer. Par le passé, la Russie a accru son prestige grâce aux accords sur le contrôle des armements, qui codifiaient sa parité avec les États-Unis ; pour compenser la perte de ce statut, elle affiche désormais sa disposition à utiliser l'arme nucléaire⁶. Pour sa part, la Chine désapprouve le démantèlement des traités de contrôle des armements, mais refuse résolument de participer à toute négociation de désarmement. Dans le même temps, Pékin investit massivement dans la modernisation de son propre arsenal nucléaire et n'accepte en la matière que des contributions symboliques de la Russie, par exemple pour la mise au point d'un système d'alerte précoce⁷.

La référence de plus en plus fréquente aux armes nucléaires dans le discours politique crée des tensions dans la culture stratégique russe. Les questions nucléaires étaient auparavant isolées des autres et confinées à des départements obscurs, chargés de gérer des dossiers ultraconfidentiels relatifs à la dissuasion, à la diplomatie et aux technologies. Les principes de base de la dissuasion nucléaire restent flous : tout en martelant l'inéluctabilité de représailles en cas de frappe nucléaire contre la Russie, elle évoque une éventuelle frappe en premier (ce qui semble peu crédible). Même au sein du haut commandement, la plupart des responsables et leurs entourages respectifs ne sont pas familiers des problèmes nucléaires, et ont tendance à considérer la priorité accordée à la modernisation nucléaire comme une atteinte à leurs intérêts. Les militaires ne s'entraînent pas à des opérations qui seraient menées sur des champs de bataille nucléaires ; les hauts gradés sont beaucoup plus intéressés par le renforcement des capacités de dissuasion conventionnelle que par des propositions telles que « l'escalade pour la désescalade⁸ ».

6. A. Arbatov, « Mad Momentum Redux? The Rise and Fall of Nuclear Arms Control », *Survival*, juin-juillet 2019, pp. 7-38.

7. Vladimir Poutine a présenté cette contribution comme un progrès majeur pour le partenariat sino-russe. Voir : G. Gressel, « The Authoritarian Entente: Sino-Russian Security Cooperation », *Commentary*, European Council on Foreign Relations, 17 octobre 2019, disponible sur : www.ecfr.eu.

8. Cette proposition douteuse est parfois évoquée par des experts américains mais n'existe pratiquement pas dans le discours russe. Voir : K. Ryan, « Is "Escalate to Deescalate" Part of

La résistance tacite à la renucléarisation dans la culture stratégique russe, qui se déploie simultanément dans diverses directions, peut finir par se réduire si la demande politique d'un accroissement du rôle dévolu aux armes nucléaires reste forte. Toutefois, la préférence donnée aux moyens non nucléaires peut être renforcée par l'impératif de fournir des réponses militaires aux atteintes directes à la sécurité de la Russie : en la matière, les moyens nucléaires sont manifestement inutiles.

L'expansion du domaine cyber

La dimension cyber, qui se développe rapidement dans la culture stratégique russe, contraste fortement avec la dimension nucléaire, plus traditionnelle. Dans le domaine nucléaire, la Russie dispose d'un arsenal massif, qu'elle modernise régulièrement au prix d'investissements importants mais peine à rendre utile sur un plan politique. Dans le domaine cyber, la situation est inversée. La Russie ne peut prétendre au statut de « grande puissance numérique » ; elle accuse un retard important en matière de production de matériel et de développement de logiciels dans le secteur dynamique et rentable des technologies de l'information et de la communication. Néanmoins, le fait qu'elle soit prête à utiliser les capacités cyber dont elle dispose pour mener des opérations offensives et à prendre des risques élevés en enfreignant les normes de conduite jugées acceptables dans le cyberspace – encore peu réglementé – fait d'elle une source de menace majeure pour l'Union européenne (UE) et les États-Unis.

Il convient de noter que le renseignement militaire (GRU), subordonné à l'état-major général, est l'organe le plus activement impliqué dans des opérations cyber de grande envergure, de l'ingérence dans l'élection présidentielle américaine de 2016 à la tentative d'attaque contre l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC⁹). Cette attitude téméraire adoptée à l'égard d'adversaires puissants va au-delà du modèle d'expérimentation de nouvelles formes de guerre que le haut commandement a développé et dont il a fait un nouvel élément fondamental de la culture stratégique. Une telle « audace » est très probablement encouragée et facilitée par l'ignorance des hauts dirigeants, elle-même favorisée par le refus obstiné du président Poutine de se familiariser personnellement avec les technologies modernes et les réseaux

Russia's Nuclear Toolbox ? », *Russia Matters*, Harvard Kennedy School, 8 janvier 2020, disponible sur : www.russiamatters.org.

9. « Reckless Campaign of Cyber Attacks by Russian Military Intelligence Service Exposed », UK National Cyber Security Center, 3 octobre 2018, disponible sur : www.ncsc.gov.uk.

sociaux¹⁰. Cette étonnante méconnaissance de la complexité du cyberspace de la part du « décideur » en chef rend profondément inefficaces les efforts déployés par le pouvoir pour établir son contrôle sur le segment russe d'Internet¹¹. Il est tout à fait possible que les connaissances de l'état-major général dans le domaine de la cyberguerre soient aussi très faibles et qu'il donne carte blanche au GRU pour employer des pirates informatiques sans évaluer les risques¹².

Cette expérimentation va de pair avec l'expansion agressive de la propagande. Celle-ci produit un volume sans précédent de désinformation, et façonne la guerre de l'information que la Russie mène contre l'Occident. Au plus haut niveau de la gestion politique de cette « guerre », la volonté de s'attaquer aux vulnérabilités présumées des institutions et des sociétés occidentales se combine à la nécessité d'établir un contrôle ferme sur l'espace informationnel russe. La première est de plus en plus contrecarrée par les efforts de nombreuses agences européennes et américaines visant à renforcer leur cyberdéfense¹³. La seconde reste également inefficace en raison de la dépendance continue du pouvoir à l'égard d'instruments anciens, en premier lieu la télévision, et de son incapacité à contrôler et à censurer des réseaux sociaux en pleine expansion. Le développement de la dimension cyber dans la culture stratégique russe est donc affaibli par l'ignorance persistante qu'en a le haut commandement ; déformé par le cloisonnement bureaucratique qui isole les centres d'expertise les uns des autres ; compromis par plusieurs échecs et scandales qui ont entraîné des sanctions directes ; et ralenti par le sous-financement du secteur numérique.

Le non-pivot vers la Chine

L'impact de la Chine sur la transformation de la culture stratégique russe est ambivalent. Le renforcement progressif du partenariat stratégique avec Pékin est officiellement présenté comme une orientation clé de la politique de sécurité de la Russie et s'appuie sur l'amitié personnelle entre Vladimir

10. L'instruction donnée par Poutine de remplacer Wikipédia par une encyclopédie en ligne ayant reçu une approbation officielle a montré une fois de plus son incompréhension du fonctionnement d'Internet. Voir cet entretien avec A. Kozlûk, « Budut nakazyvat' pol'zovatelej za poseščenie zapreščennyh sajtov » [Les personnes consultant des sites interdits seront sanctionnées], *Znak.ru*, 8 novembre 2019, disponible sur : www.znak.com.

11. V. Polovinko, A. Khachaturov, D. Kozlova, « Protokoly "suverennogo runeta" » [Les protocoles du « Runet souverain »], *Novaâ gazeta*, 1^{er} novembre 2019, disponible sur : <https://novayagazeta.ru>.

12. M. Galeotti, « Footprints of the Russian Military Intelligence Agency GRU Are Everywhere », *Raamop Rusland*, 20 juillet 2018, disponible sur : www.raamoprusland.nl.

13. M. Taddeo, « How to Deter in Cyber-Space », *Strategic Analysis*, The European CoE for Countering Hybrid Threats, Helsinki, juin-juillet 2018, disponible sur : www.hybridcoe.fi.

Poutine et Xi Jinping. Ce « pivot » déclaré implique une expansion rapide des liens économiques, une relance du développement de l'Extrême-Orient russe et un approfondissement de leur proto-alliance militaire. Ces intentions affichées tardent pourtant à se traduire par des effets concrets¹⁴. L'Extrême-Orient russe tire peu de bénéfices des échanges transfrontaliers et sa population continue de décroître. Les liens économiques, en particulier l'exportation de pétrole et de gaz, ont un effet notable sur la culture stratégique mais, dans ce domaine, les moyens militaires importent davantage.

Le principal atout stratégique de la Russie est son arsenal nucléaire, tandis que la Chine jouit d'une avance considérable en matière de capacités cyber. Cette asymétrie est aggravée par les approches dissemblables de ces deux pays en matière d'exploitation de leurs forces et de compensation de leurs faiblesses. La Chine, préoccupée par le comportement de la Russie sur les questions nucléaires, s'appuie entièrement sur ses propres technologies pour moderniser ses systèmes d'armes et refuse d'adhérer à tout nouveau cadre de contrôle des armements¹⁵. Moscou est impressionné par la capacité de Pékin à contrôler Internet, mais ne parvient pas à reproduire cette réussite ; en outre, les Chinois tirent parti du fait que les Occidentaux se concentrent prioritairement sur les menaces informationnelles russes, en comparaison desquelles leur propre comportement apparaît mesuré et responsable.

Le partenariat de sécurité sino-russe est chargé de symboles – comme les exercices navals ou les patrouilles aériennes que les forces armées effectuent conjointement – mais manque de substance. Vladimir Poutine a annoncé que la Russie aiderait la Chine à mettre en place son système d'alerte stratégique précoce, mais cette coopération aussi relève avant tout du domaine des relations publiques¹⁶. Le problème sécuritaire le plus urgent en Asie de l'Est est celui que posent les programmes nucléaire et balistique de la Corée du Nord. La Chine préfère lier cette question à ses différends commerciaux bilatéraux avec les États-Unis, et ne voit pas la

14. Les principaux experts à Moscou mettent désormais en garde contre la propension de la Chine à ignorer les intérêts de la Russie et sa possible inclination à exécuter une politique plus dure à l'égard de la Russie. Voir : S. Karaganov, « Kuda idti i s kem idti » [Où aller et avec qui], *Rossijskaâ gazeta*, 26 décembre 2019, disponible sur : <https://rg.ru>.

15. Le manque de connaissances en Russie sur cette modernisation est décrit dans : I. Kramnik, « K novomu dogovoru o SNV SŠA i Rossii pridetsâ idti vdvoem » [Les États-Unis et la Russie vont devoir aller seuls vers le nouveau traité START], *Nezavisimaâ gazeta*, 22 décembre 2019, disponible sur : www.ng.ru.

16. V. Kašin, « Kak sotrudničestvo Rossii i Kitaâ v sozdanii SPRN povliâet na strategičeskij balans v mire » [Comment la coopération russo-chinoise en matière de système d'alerte stratégique précoce influera sur l'équilibre des forces dans le monde], *Profil*, 15 octobre 2019, disponible sur : <https://profile.ru>.

nécessité de solliciter la Russie. De son côté, Moscou, qui cherche des moyens de reconstituer le système de contrôle des armements, considère que l'objectif principal de Washington est d'inclure la Chine dans les futurs traités, mais ne parvient pas à convaincre Pékin de s'impliquer dans ces discussions. Le président Poutine a essayé d'élargir les options dont il dispose dans la région en engageant des négociations avec le premier ministre japonais Shinzo Abe, mais n'a pas réussi à lui proposer d'avancées significatives pour résoudre le contentieux qui oppose depuis longtemps les deux pays sur la question des îles Kouriles du Sud.

Ces îles sont le seul endroit du vaste District militaire oriental où l'on constate un renforcement significatif des garnisons russes, alors que partout ailleurs le délabrement général des infrastructures militaires se poursuit, à quelques exceptions près comme la base de sous-marins stratégiques de Vilioutchinsk, au Kamtchatka. Bien que les autorités exigent que la flotte du Pacifique batte pavillon dans les eaux troublées de la région, ses missions se réduisent, d'autant que le plan visant à la renforcer par des navires d'assaut amphibies de classe Mistral a été annulé. La Russie a *de facto* accepté son infériorité militaire en Extrême-Orient, tout en continuant à effectuer des démonstrations de puissance aériennes et navales¹⁷.

Dans la culture stratégique russe, cette vulnérabilité est perçue comme une conséquence malheureuse de la nécessité de concentrer l'essentiel des ressources et de l'attention sur l'Occident¹⁸. Cette déconnexion entre l'attention politique accordée à la dynamique de l'Asie-Pacifique et la négligence militaire des besoins de sécurité en Extrême-Orient est la seule façon d'éviter une surexploitation des ressources disponibles. Les hauts gradés russes n'ont guère confiance dans le partenariat stratégique avec la Chine et ne peuvent pas croire que l'« amitié » politique puisse compenser la faiblesse militaire. Ils supposent que la Chine n'aiderait pas la Russie dans une confrontation avec les États-Unis, mais que Moscou pourrait être obligée de se ranger du côté de Pékin si la lutte pour la domination mondiale entre les deux grandes puissances venait à s'intensifier et à provoquer une série d'affrontements directs. Ces inquiétudes sont exacerbées par la mauvaise compréhension, au sein du haut commandement russe, des objectifs et des lignes directrices de la réforme militaire que la Chine met actuellement à l'œuvre avec une grande célérité.

17. A. Hramšihin, « Dal'nij i bezzaščitnyj vostok » [L'Extrême-Orient sans défense], *Nezavisimoe voennoe obozrenie*, 30 novembre 2018, disponible sur : <http://nvo.ng.ru>.

18. L'auteur propose un examen approfondi de cette concentration dans P. Baev, « The Military Dimension of Russia's Connection with Europe », *European Security*, hiver 2018, pp. 82-97.

Une culture de la corruption

L'ampleur de la corruption russe est bien documentée dans les médias internationaux, et son « exportation » est considérée à juste titre comme un véritable défi pour la sécurité de l'Europe et un moyen pour la Russie de miner efficacement la cohésion de l'UE. Ce phénomène, qui a suscité beaucoup d'attention de la part des chercheurs (et de nombreuses enquêtes), a un impact croissant non seulement sur les cultures politique et commerciale de la Russie, mais aussi sur sa culture stratégique¹⁹. L'afflux massif de recettes pétrolières a transformé la corruption russe. Celle-ci s'étend désormais bien au-delà des pots-de-vin et des détournements de fonds habituels ; elle représente un élément constitutif du système poutinien. En cela, la Russie diffère significativement de la Chine, elle-même loin d'être exempte de corruption. Le président Xi Jinping met en œuvre des campagnes anticorruption implacables destinées à purger les clans déloyaux de l'élite, y compris le haut commandement militaire, et à affirmer son leadership²⁰. En Russie, les enquêtes anticorruption visent principalement les fonctionnaires de niveau intermédiaire trop gourmands, tandis que l'accumulation de fortunes colossales par les proches de Vladimir Poutine, y compris le ministre de la Défense Sergueï Choïgou, est considérée comme un moyen de s'assurer leur loyauté²¹.

Cette corruption, florissante parmi les principaux « gardiens » de la culture stratégique russe, se traduit par une propension à promouvoir des projets stratégiques grandioses (comme le pont de Kertch, très largement surfacturé) et aggrave le décalage entre des ambitions excessives et des moyens insuffisants²². La corruption relie divers aspects de la culture stratégique en assurant la compatibilité des mentalités des bureaucrates et des combattants ; elle personnalise aussi de manière très nette la compétition pour le partage des ressources, lesquelles ne cessent de se réduire. L'omnipotent Service fédéral de sécurité (FSB) a un accès privilégié à de nombreux flux financiers, mais

19. R. Cohen, A. Radin, « Russia's Hostile Measures in Europe: Understanding the Threat », RAND Report RR-1793-A, 2019, disponible sur : www.rand.org.

20. Sur les développements récents de cette campagne, voir N. Taplin, « China's Corruption Paradox », *Wall Street Journal*, 1^{er} novembre 2019, disponible sur : www.wsj.com.

21. Alexeï Navalny, le champion de la lutte anti-corruption en Russie, a publié en 2015 une enquête sur le niveau de vie de Sergueï Choïgou. Voir « Pagody na Rublëvke » [Des pagodes sur la Roublevka], 27 octobre 2015, disponible sur : <https://navalny.com>. Pour des détails plus récents, voir S. Ežov, « Stûardessa special'nogo naznačeniâ » [Une hôtesse de l'air à destination spéciale], *The Insider*, 31 juillet 2019, disponible sur : <https://theins.ru>.

22. R. Lourie, « Putin's Bridge Over Troubled Waters », *Globe and Mail*, 26 octobre 2018, disponible sur : www.theglobeandmail.com.

il est déchiré par des luttes intestines qui ont donné lieu à plusieurs enquêtes très médiatisées. Vladimir Poutine n'a pas pu jouer son rôle habituel d'arbitre face à ces révélations embarrassantes²³.

L'armée n'est pas moins corrompue que le FSB ou la Garde nationale (Rosgvardia), qui absorbe une part croissante des ressources. Les tensions dans ses rangs se multiplient en raison de la richesse ostentatoire des hauts gradés. Le détournement massif des fonds budgétaires entraîne une exploitation plus intense des actifs disponibles, qui sont souvent vétustes, tandis que les demandes de primes sont régulièrement rejetées²⁴. La corruption engendre ainsi une culture du surmenage, qui implique inévitablement un nombre croissant d'accidents techniques et d'erreurs humaines. Le programme spatial est particulièrement affecté. Dmitri Rogozine, le directeur de Roscosmos, a tendance à annoncer des projets dispendieux, mais la fréquence des accidents est montée en flèche²⁵ – des échecs dont le ministère de la Défense tente de se servir pour arracher à Roscosmos le contrôle du cosmodrome Vostotchny²⁶.

La corruption est devenue une tare majeure de la culture stratégique russe. Elle la rend incapable de faire face à une situation où les dépenses budgétaires sont en baisse, contrairement aux appétits prédateurs de ses différents acteurs.

23. M. Galeotti, « The West Thinks Putin Is Russia's Spymaster. But Are the Spies Controlling Him? », *The Guardian*, 20 juin 2019, disponible sur : www.theguardian.com.

24. Sur les dénégations à propos de bonus versés aux combattants déployés en Syrie, voir : I. Žilin, « Deneg net, no vy sražajtes' » [Il n'y a pas d'argent, mais continuez de combattre !], *Novaâ Gazeta*, 24 avril 2019, disponible sur : <https://novayagazeta.ru>.

25. A. Borisov, « Kak Roskosmos uničtožayet rossijskiju kosmonavtiku » [Comment Roscosmos détruit le programme spatial russe], *Lenta.ru*, 14 mars 2019, disponible sur : <https://lenta.ru>.

26. I. Safronov, « Zemnaâ problema kosmodroma "Vostočnyj" » [Le problème très terre-à-terre du cosmodrome Vostotchny], *Vedomosti*, 11 novembre 2019, disponible sur : www.vedomosti.ru.

Les mutations des « gardiens du temple » en réformateurs de la culture stratégique

L'*establishment* militaire est traditionnellement l'un des groupes les plus conservateurs des élites nationales. C'est pourquoi les militaires de haut rang revendiquent généralement le rôle de « gardiens du temple » de la culture stratégique. À mesure que le régime poutinien évolue vers une autocratie préoccupée par sa propre survie, son idéologie devient toujours plus conservatrice et hostile au libéralisme et à la modernisation. Les militaires, qui doivent déployer de nombreux efforts pour projeter leurs forces, deviennent par nécessité plus ouverts à l'assimilation de nouvelles expériences et donc moins conservateurs, mais certainement pas moins anti-libéraux. Ils assument la lourde tâche de réformer la culture stratégique russe, en renouvelant ses caractéristiques, en apportant de nouvelles perceptions.

L'inhabituelle unité du haut commandement

En principe, la cohésion et la discipline de la hiérarchie de commandement sont censées être une caractéristique essentielle des organisations militaires. Ce n'était pourtant absolument pas le cas dans la pratique postsoviétique des forces armées russes jusqu'au début des années 2010. La division de l'autorité entre le ministère de la Défense et l'état-major général a produit des querelles constantes qui ont aggravé les tensions entre les branches et les services, ainsi que les désaccords avec le complexe militaro-industriel. Sergueï Choïgou, nommé ministre de la Défense en novembre 2012, a le mérite d'avoir significativement apaisé cette discorde²⁷. Bien que non issu des rangs de l'armée et n'appartenant pas au « premier cercle » de Vladimir Poutine, il a réussi à gagner la confiance du haut commandement et le respect de la base. Il est devenu le deuxième homme politique le plus influent de Russie, et dispose d'une certaine indépendance vis-à-vis du Kremlin.

27. A. Golts, *Military Reform and Militarism in Russia*, Washington DC, Jamestown Foundation, 2018, pp. 179-186.

Tout en accordant une grande importance à la loyauté personnelle, Sergueï Choïgou a choisi dès le départ de promouvoir au sommet de la hiérarchie militaire des combattants, autrement dit des officiers ayant une réelle expérience des affrontements militaires et animés par le souci de constituer des forces armées dignes de ce nom. Leur contribution collective a rendu la culture stratégique russe plus proactive et plus attentive aux nouvelles caractéristiques des guerres modernes et aux moyens de projection de la puissance. Sergueï Choïgou n'a jamais prétendu être un théoricien ou un penseur stratégique. Il a toujours laissé à l'état-major général le soin de conceptualiser le caractère évolutif de l'application de la force militaire. Aussi est-ce le nom du chef d'état-major, Valeri Guerassimov, qui a été associé à diverses propositions doctrinales²⁸. Vétéran de la vie politique russe, qu'il a intégrée en 1991, Sergueï Choïgou a non seulement cultivé ses liens personnels avec Vladimir Poutine, mais a également fait comprendre militaires de haut rang l'importance de faire preuve d'une loyauté totale envers le commandant en chef. Cette loyauté n'inclut pas nécessairement la volonté de réprimer la contestation à l'intérieur du pays. C'est notamment pour cette raison qu'en 2016, les élites militaires n'ont soutenu qu'à contrecœur la création de la Garde nationale (Rosgvardia), née de la fusion des troupes du ministère de l'Intérieur avec les forces spéciales de la police. Ce nouvel acteur, qui ne cesse de monter en puissance et capte une part croissante des ressources, apporte une contribution particulière à la culture stratégique, qui devient dès lors davantage axée sur la survie du régime et la répression de l'opposition²⁹. Comprenant la nécessité d'ajuster la pensée militaire à cette nouvelle donne, Valeri Guerassimov a avancé l'idée que la stratégie américaine face à la Russie (qu'il qualifie de « cheval de Troie ») combinerait des capacités de frappes de haute précision et des mesures visant à miner l'ordre social : il incombe aux forces armées de répondre à la première menace et à la Garde nationale de répondre aux secondes³⁰.

Les multiples connexions de l'armée avec les industries impliquées dans la production d'armements et d'équipements assurent son rôle pivot dans cette lutte d'influence, bien que le complexe militaro-industriel soit bien moins unifié qu'à l'époque soviétique. Sergueï Choïgou a réussi à établir de bonnes relations avec les responsables de l'industrie de la défense, et la forte hausse des commandes publiques au milieu des

28. M. Galeotti, « I Am Sorry for Creating the "Gerasimov Doctrine" », *Foreign Policy*, 5 mars 2018, disponible sur : <https://foreignpolicy.com>.

29. M. Kislâkov, L. Pančenko, « General Šamanov raskritikoval proekt voennogo bûdžeta » [Le général critique le projet de budget de la défense], *Moskovskij komsomolec*, 10 octobre 2019, disponible sur : www.mk.ru.

30. R. McDermott, « Gerasimov Unveils Russia's Strategy of Limited Actions », *Eurasia Daily Monitor*, 6 mars 2019, disponible sur : <https://jamestown.org>.

années 2010 a permis de surmonter de vieux désaccords. La réduction des dépenses entérinée par le PAE à l'horizon 2027 a entraîné des retards et des réductions dans de nombreux programmes. Par exemple, l'armée a drastiquement réduit ses commandes de chars de combat T-14 Armata, lesquels avaient été amplement médiatisés³¹. Le haut commandement maintient néanmoins des liens cordiaux avec des personnalités clés du monde des affaires comme Sergueï Tchemezov, dont la société Rostec ne cesse d'étendre son contrôle sur diverses entreprises de défense³². Cette interaction permet à l'armée de s'assurer que les innovations techniques se traduiront par des bénéfices militaires tangibles, et de tirer un avantage politique à la position centrale qu'elle occupe dans la culture stratégique renouvelée du pays.

La débâcle ukrainienne

L'interminable conflit avec l'Ukraine a transformé en profondeur la culture stratégique russe, en la propulsant dans plusieurs directions peu compatibles et en aggravant son incohérence. Les dénégations énergiques du Kremlin sur l'existence même de l'agression de l'Ukraine par la Russie, qui relevaient initialement d'un utile camouflage politique, représentent désormais un obstacle à l'analyse stratégique du conflit. Le discours sur les relations « fraternelles » entre les peuples de Russie et d'Ukraine reflète des perceptions profondément ancrées dans la société russe, mais se heurte à la campagne de propagande féroce menée contre la révolution du Maïdan et les réformes ukrainiennes. L'affirmation de la volonté de normaliser les relations avec Kiev est incompatible avec le soutien durable aux séparatistes du Donbass. L'objectif d'intégrer à terme l'Ukraine dans l'Union économique eurasiatique contredit les efforts coûteux déployés pour mettre fin au transit du gaz à travers ce pays, grâce à la construction de deux gazoducs de contournement. La critique condescendante des processus politiques à l'œuvre en Ukraine peine enfin à dissimuler la crainte qu'éprouve le Kremlin d'une influence corrosive sur la stabilité du régime³³.

Ces contradictions s'ajoutent à une profonde confusion géopolitique : la Russie doit-elle chercher à ramener l'Ukraine dans sa « sphère d'influence » ou bien la condamner à demeurer éternellement un « trou

31. B. Howard, « Russia's Futuristic T-14 Tank Was Designed to Defeat Western Armies, but They Are Too Expensive for Russia », *Business Insider*, 31 juillet 2018, disponible sur : www.businessinsider.com.

32. P. Lugin, « The Inner Workings of Rostec, Russia's Military-Industrial Behemoth », *The Russia File*, Kennan Institute, 1^{er} avril 2019, disponible sur : www.wilsoncenter.org.

33. G. Pavlovsky, « Russia and Ukraine: A Lethal Co-Dependency », *Commentary*, Carnegie Moscow Center, 14 février 2019, disponible sur : <https://carnegie.ru>.

noir » intrinsèquement instable ? En matière stratégique, cette confusion se traduit par un manque de clarté quant à la position de l'Ukraine dans la confrontation de la Russie avec l'Occident. Elle est perçue à la fois comme un allié de l'OTAN sur le théâtre occidental au sens large et comme une zone de guerre isolée, dans laquelle la Russie possède une nette supériorité militaire. L'état-major russe doit planifier et préparer des opérations de grande envergure en Ukraine orientale, mais ne peut pas consacrer les ressources nécessaires à ces préparatifs car les directives politiques nient l'existence de tout plan de ce type³⁴. La situation reste bloquée par la non-application des accords de Minsk, qu'aucune des deux parties ne souhaite mettre en œuvre au-delà du respect du cessez-le-feu provisoire³⁵. L'occupation *de facto* de certaines parties des régions de Donetsk et de Lougansk rend ce conflit encore plus difficile à gérer et ne constitue en aucun cas un gain politique pour la Russie.

Le temps ne joue pas en faveur de la Russie dans ce conflit suspendu. L'Ukraine poursuit ses réformes politiques et renforce son armée, tandis que l'OTAN se prépare à des escalades possibles sur le théâtre de la mer Noire et à un débordement des hostilités depuis la zone de guerre du Donbass. La culture stratégique russe s'est enrichie en matière de création et de gestion des conflits armés non conventionnels, mais elle est incapable de formuler des lignes directrices solides qui permettraient de parvenir à une victoire significative dans ces engagements à durée indéterminée.

Les influences syriennes

L'intervention militaire en Syrie est unique dans les annales de la projection de puissance russe, en raison de sa portée géographique et de son caractère peu conventionnel. La différence la plus évidente avec les autres « petites guerres » est la place décisive qu'y occupe l'aviation. Ce rôle va à l'encontre de l'idée reçue, dans la stratégie russe, selon laquelle seul un déploiement massif de forces terrestres peut garantir le succès de toute opération visant à prendre le contrôle d'un territoire hostile. La guerre contre la Géorgie en août 2008 avait conforté cette vision. L'incursion dans l'est de l'Ukraine à l'été-automne 2014 a été exécutée sans aucun soutien aérien. En Syrie, le succès de la longue campagne de bombardements, complétée par des frappes occasionnelles de missiles de croisière à longue portée depuis des plateformes navales et aériennes, a

34. P. Baev, « New Perspectives on the Black Sea Theater in Russian Strategic Culture », *Security Insights*, George C. Marshall European Center for Security Studies, septembre 2019, disponible sur : www.marshallcenter.org.

35. O. Olikar, « Could Peace in Eastern Ukraine Finally Be at Hand? », *The Guardian*, 12 décembre 2019, disponible sur : www.theguardian.com.

permis de conclure que la Russie était désormais capable de reproduire le modèle américain de projection de puissance à distance, avec un minimum de pertes³⁶. Il en résulte une évolution considérable de la culture stratégique dans le sens d'une plus grande importance accordée à l'aviation moderne et aux nouvelles technologies. Contrairement à l'expérience du conflit avec l'Ukraine, classée secrète, les leçons de l'intervention syrienne (qui pourrait en fait être une opération *sui generis*) sont incorporées dans diverses généralisations théoriques et instructions pratiques. Elles ont donc un effet disproportionné sur l'évolution de la culture militaire³⁷. La plupart des officiers supérieurs des forces aérospatiales et de l'armée ont été déployés pendant de courtes durées sur le théâtre syrien, et sont aujourd'hui encouragés à montrer l'utilité de cette formation.

Une autre caractéristique inhabituelle de l'intervention syrienne est le recours à des sociétés militaires privées, mieux organisées que les groupes de volontaires actifs dans la zone de guerre du Donbass. Moscou a beaucoup fait pour renforcer l'armée de Bachar al-Assad, mais les 4^e et 5^e corps d'assaut, nouvellement créés, ont obtenu de mauvais résultats dans les opérations offensives ; les commandants russes ont également peine à concurrencer l'Iran en matière de recrutement et d'entraînement des forces locales³⁸. Cette faiblesse sur le terrain a incité la Russie à déployer en Syrie des troupes de mercenaires, connus sous l'étrange surnom de « groupe Wagner », pour effectuer des tâches de combat³⁹. L'expérience a été plutôt mitigée, et la déroute subie par les mercenaires russes lors de la tentative d'attaque d'une position américaine à l'est de Deir ez-Zor, en février 2018, a montré à quel point leurs initiatives étaient risquées – et à quel point il était dans l'intérêt de Moscou de nier tout rapport avec eux. Le haut commandement militaire russe semble plus réservé quant à l'utilisation des membres de « Wagner » que les dirigeants politiques et les autres parties intéressées par des aventures extérieures dans des zones « exotiques » comme la République centrafricaine ou le Mozambique. Cette nouvelle caractéristique de la culture stratégique reste donc ambivalente. Les récents problèmes survenus lors de l'intervention limitée et contestable conduite en Libye peuvent encore ajouter à ces réserves.

36. A. Ciganok, « Vojna rasstavlâet vse točki nad i » [La guerre met tous les points sur les i], *Nezavisimoe voennoe obozrenie*, 19 juillet 2019, disponible sur : <http://nvo.ng.ru>.

37. D. Adamsky, « Moscow's Syria Campaign: Russian Lessons for the Art of Strategy », *Russie.Nei.Visions*, n° 109, Ifri, juillet 2018, disponible sur : www.ifri.org.

38. A. Khlebnikov, « Development of Syrian Armed Forces: Trends and Problems », Russian International Affairs Council, 6 décembre 2018, disponible sur : <https://russiancouncil.ru>.

39. K. Marten, « Russia's Use of Semi-State Security Forces: The Case of the Wagner Group », *Post-Soviet Affairs*, mars 2019, pp. 181-204.

Le haut commandement a découvert en Syrie qu'il lui était techniquement possible de contrôler étroitement des situations tactiques sur des théâtres éloignés depuis son quartier général de Moscou (le Centre de contrôle de la défense nationale⁴⁰). Ce système de commandement et de contrôle relativement avancé renforce la tendance à la centralisation stricte et au découragement de l'initiative, typiques de la culture stratégique russe. Sa modernisation s'effectue selon un schéma « de haut en bas » : la nouvelle Direction politico-militaire principale, dirigée par le général Andreï Kartapolov, ancien commandant du groupement de forces en Syrie, se charge d'en faire la propagande.

Le cas particulier de la Marine

La Marine a toujours joué un rôle particulier dans l'organisation militaire russe, avec sa propre éthique professionnelle, sa propre structure de commandement et ses liens avec une partie distincte (la construction navale) du complexe militaro-industriel. Les amiraux ont cherché à apporter une contribution particulière à la culture stratégique russe, centrée sur l'idée que la Russie ne peut asseoir son statut de « grande puissance » que si elle dispose d'une puissante marine de haute mer. L'objectif d'établir la « deuxième marine la plus apte au combat au monde » est désormais inscrit dans la doctrine officielle, mais ne peut être appliqué⁴¹. À l'occasion de la parade navale de juillet 2019, qu'il a supervisée, le président Poutine a promis de construire une flotte aux « capacités uniques » ; toutefois, nulle part ailleurs dans le dispositif militaire russe l'écart entre la grande vision affichée par le pouvoir et la réalité (des escadrons navals surchargés et en diminution) n'est aussi frappant⁴².

Les promoteurs de la puissance navale avancent toutes sortes d'arguments en faveur de l'investissement dans la construction de navires : ils soulignent notamment que les destroyers représentent un moyen extrêmement efficace de « montrer le pavillon » russe au monde entier, et attirent l'attention sur le renforcement constant des capacités navales chinoises. Le fait est que la marine russe est confrontée à une grave pénurie de capacités d'opérations amphibies et débordée par les tâches de soutien à

40. T. Ripley, « Russia Learns Military Lessons in Syria », *Jane's Intelligence Review*, 2017, disponible sur : www.janes.com.

41. R. Connolly, « Fundamentals of the State Policy of the Russian Federation in the Field of Naval Activities for the Period Until 2030 », *Document Review*, NATO Defense College, 22 janvier 2019, disponible sur : www.ndc.nato.int.

42. A. Golts, « Paradnaâ storona služby na vidu, no moţet li Rossiâ gordit'sâ sostoâniem VMF ? » [La parade est parfaite, mais la Russie peut-elle vraiment être fière de l'état de ses forces navales ?], *Open Media*, 30 juillet 2019, disponible sur : <https://openmedia.io>.

l'intervention syrienne⁴³. La flotte du Pacifique, négligée et insuffisamment pourvue, peine à jouer un rôle dans les eaux troubles de l'Asie de l'Est. Les nouvelles tâches confiées à la flotte du Nord sur le théâtre arctique nécessitent une augmentation de ses capacités de résistance aux glaces. Malgré tous ces besoins urgents, la Marine apparaît comme la grande perdante du PAE 2027, même si l'on considère que le financement massif destiné à la construction de sous-marins nucléaires relève de son budget⁴⁴. Cet effet de la lutte à laquelle se livrent des dizaines de groupes de pression est à la fois un produit et un accélérateur de l'éternel dénigrement dont fait l'objet la Marine dans la culture stratégique russe.

Les mises en scène de Vladimir Poutine dans des submersibles et son attirance pour les parades navales ne suffisent pas à renverser le sentiment, très répandu parmi les décideurs, que donner la priorité au renforcement de la Marine serait très coûteux et ne rapporterait que très peu de bénéfices. Les projets de construction d'un porte-avions nucléaire, ou au moins d'une série de porte-hélicoptères (comparables aux navires d'assaut amphibies de classe Mistral), sont reportés à un avenir indéfini. Les projets liés à l'Arctique, comme la construction du brise-glace nucléaire Arktika (le premier d'une série de trois navires), ont aussi pris beaucoup de retard. Loin de se laisser aller à exprimer des ambitions exagérées, les modernisateurs de la culture stratégique (principalement au sein de l'état-major général) se donnent pour but de réduire la Marine à des escadrons d'appareils de plus petite taille, mais capables de transporter des systèmes d'armes de haute technologie, y compris des missiles hypersoniques.

43. Pour un examen plus détaillé de ce problème, voir : P. Baev, « La stratégie maritime de la Russie », in T. de Montbrial et D. David (dir.), *Ramses 2020. Un monde sans boussole ?*, Paris, Ifri/Dunod, pp. 72-77.

44. Pour une analyse russe tranchante, voir : P. Luzhin, « A Fragmented Fleet », *Riddle*, 13 août 2019, disponible sur : www.ridl.io.

Conclusion

La culture stratégique russe évolue remarquablement vite, malgré la relative stabilité de la composition du haut commandement et du « premier cercle » de Vladimir Poutine. Ces deux groupes jouent un rôle clé dans la création de cet amalgame de perceptions vagues, de normes ésotériques et de règles tacites. À mesure que le régime se rigidifie, son idéologie devient de plus en plus conservatrice et entrave la modernisation de la culture stratégique. Ce blocage a néanmoins été surmonté par la nécessité d'intégrer de nouvelles expériences et de se préparer à de nouveaux défis. Ce sont les hauts dirigeants de l'armée qui ressentent le plus directement ce besoin et prennent donc l'initiative de mettre à jour et de moderniser la culture stratégique.

L'apport de l'état-major général et des autres structures du commandement militaire, qui comprennent désormais de nombreux combattants ayant une expérience de première main, notamment en Syrie, a été plus productif dans de nouveaux domaines, comme les opérations cyber, que dans les questions plus sensibles sur le plan politique comme les menaces révolutionnaires. Dans le premier cas, les militaires ont apparemment décidé que le risque élevé d'échec et de révélation au grand jour de leurs opérations était compensé par l'avantage d'instaurer la primauté de l'armée russe dans le cyberspace – non pas par rapport aux adversaires du pays, mais par rapport à d'autres structures de force (en particulier le FSB et le SVR). Concernant les risques révolutionnaires, les tentatives de l'état-major général de définir les « révolutions de couleur » comme une nouvelle forme de guerre ont été (peut-être délibérément) superficielles, notamment en raison de la réticence des militaires à réprimer les troubles intérieurs, ce qui est devenu la tâche principale de la Garde nationale nouvellement créée. Dans les changements de culture stratégique initiés par l'armée, l'accent est mis sur l'incorporation rapide de technologies les plus modernes, comme les missiles hypersoniques ou les méthodes de perturbations électroniques des communications. Moscou espère que ces technologies lui donneront l'initiative dans sa confrontation toujours mouvante avec l'Occident.

Le problème de la transformation de la culture stratégique initiée par l'élite militaire réside dans l'impératif d'accroître les ressources consacrées aux forces armées. Cette pression va au-delà de la demande traditionnelle de financements supérieurs à ceux que le budget de l'État peut allouer.

Dans une situation de stagnation économique prolongée, elle crée un degré de tension inhabituel entre, d'une part, l'ambition de résister, et même de l'emporter, dans la confrontation avec l'Occident et, d'autre part, la contraction des ressources disponibles, dont l'un des éléments explicatifs est le haut degré de corruption. La Russie ne peut pas répondre au défi politique lancé par l'Ukraine – dont les nouveaux dirigeants sont engagés dans des réformes structurelles – en mettant en avant sa propre stabilité. Celle-ci est en effet en train de s'éroder, comme le montrent le remaniement du gouvernement et les révisions de la Constitution initiées par le président Poutine en janvier 2020. L'incertitude politique se traduit par des fluctuations dans son agenda de politique étrangère, qui passe d'une temporisation prudente à des mesures énergiques et proactives combinant le recours à des moyens militaires et « hybrides ». La culture stratégique russe devient donc plus fluide et moins calculée. L'un des changements les plus frappants est que les armes nucléaires sont de plus en plus perçues comme des instruments politiques utiles et efficaces, ce qui modifie les paramètres traditionnels de la dissuasion. Le renforcement de la principale source de puissance de la Russie est un objectif qui justifie les investissements massifs effectués dans la modernisation de l'arsenal nucléaire. La disponibilité de nouveaux systèmes d'armes accroît encore la volonté du pouvoir de récolter les dividendes de cet effort.

Les dernières publications de *Russie.Nei.Visions*

- ▀ [M. Laruelle, « La politique arctique de la Russie : une stratégie de puissance et ses limites »](#), *Russie.Nei.Visions*, n° 117, Ifri, mars 2020.
- ▀ [A. Zakharov, « Deux amis dans le besoin : où va le partenariat stratégique russo-indien ? »](#), *Russie.Nei.Visions*, n° 116, Ifri, octobre 2019.
- ▀ [P. Baev, « La modernisation nucléaire russe et les "supermissiles" de Vladimir Poutine. Vraies questions et fausse posture »](#), *Russie.Nei.Visions*, n° 115, Ifri, août 2019.
- ▀ [A. Kalika, « Le "grand retour" de la Russie en Afrique ? »](#), *Russie.Nei.Visions*, n° 114, Ifri, avril 2019.
- ▀ [M. Laruelle, « Les milices russes et leur utilisation à l'intérieur et à l'étranger »](#), *Russie.Nei.Visions*, n° 113, Ifri, avril 2019.
- ▀ [N. Rolland, « La Chine dans les pays d'Europe orientale et du Caucase du Sud. Un entrisme sur la pointe des pieds »](#), *Russie.Nei.Visions*, n° 112, Ifri, décembre 2018.
- ▀ [B. Kunz, « L'Europe du Nord face au défi stratégique russe : quelles réponses politiques et militaires ? »](#), *Russie.Nei.Visions*, n° 111, Ifri, octobre 2018.
- ▀ [E. Vardanean, « La Moldavie entre la Russie et l'Occident. L'intégration européenne à l'épreuve des fractures intérieures »](#), *Russie.Nei.Visions*, n° 110, Ifri, août 2018.
- ▀ [D. Adamsky, « La campagne syrienne de Moscou : évolution de l'art stratégique russe »](#), *Russie.Nei.Visions*, n° 109, Ifri, juillet 2018.
- ▀ [B. Lo, « Vladimir Poutine et la politique étrangère russe : entre aventurisme et réalisme ? »](#), *Russie.Nei.Visions*, n° 108, Ifri, juin 2018.

Si vous souhaitez être informé des parutions par courrier électronique (ou recevoir davantage d'informations), merci d'écrire à l'adresse suivante : souin@ifri.org

